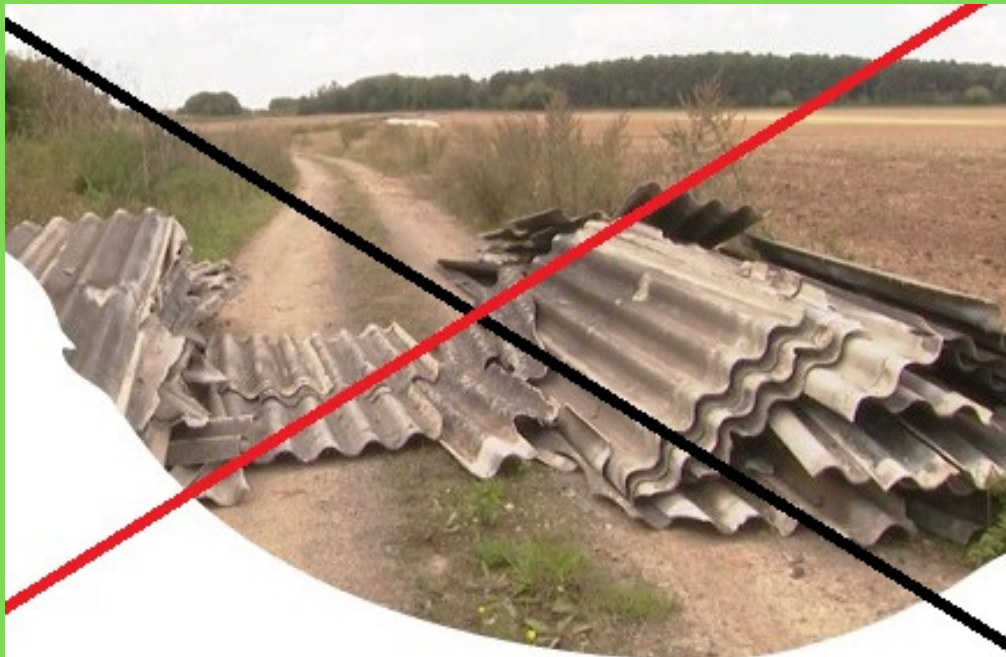


Les Déchets d'Amiante

Où en sommes-nous ?

**27 ANS APRÈS
L'INTERDICTION
2000 SALARIÉS EXPOSÉS
20 MILLIONS DE TONNES
D'AMIANTE TOUJOURS
PRÉSENTES**



Septembre 2024

SOMMAIRE

- 1 . Quelques rappels qui pourraient être utiles : pages 3-4
 2. La Réglementation : page 5
 3. Les déchets : pages 6-7-8
 4. Tous concernés : page 8
 5. Les dépôts sauvages sévèrement condamnés pages 9
 6. La Cavam et ses associations veulent que le pays se débarrasse du poison amiante : pages 10 à 16
-

Où trouver les déchetteries habilitées à recevoir l'amiante

Consulter :

- La mairie de la commune
- La préfecture ou la Direction régionale de l'environnement ADEME
- La base de données « déchets » www.sinoe.org

1. QUELQUES RAPPELS

Qui pourront êtes utiles

Parler d'amiante

C'est parler de microns, de fibres de poussières

Trois types de Fibres Amiante Longueur – Diamètre

Fibre OMS : $L > 5 \mu - D > 0,2 \text{ à } < 3 \mu - L/D > 3 \mu$

Fibre Fine FFA : $L > 5 \mu - D > 0,01 \mu \text{ à } < 3 \mu - L/D > 3 \mu$

Fibre Courte FCA : $L < 5 \mu - D > 0,001 \text{ à } < 3 \mu - L/D > 3 \mu$

Une fibre 400 fois plus fine qu'un cheveu

Une fibre se compose de plusieurs fibrilles. A la suite de chocs, perçage, érosion, vieillissement, les fibrilles (sous la forme d'aiguilles) se désolidarisent de la fibre elle-même et vont se nicher sur les organes avec une prédilection pour les plèvres.

Les plaques en fibrociment largement utilisées vieillissent. La dilatation du ciment, qui emprisonne l'amiante dans ces plaques, libère une masse de fibres d'amiante dans la nature

Le D T A

Un dossier technique amiante doit être constitué par le propriétaire ou le syndicat des propriétaires.

Le DTA est un enjeu de prévention qui permet aux entreprises appelées à intervenir pour travaux, de savoir si elles peuvent être confrontées au risque amiante ? et comment s'en protéger

Pour prévenir le risque AMIANTE, les propriétaires des bâtiments, les Maîtres d'Ouvrages, les donneurs d'ordres, les entreprises doivent observer les risques de sécurités.

Pour gérer les risques, la réglementation établie des listes regroupant les matériaux et produits pouvant libérer des fibres d'amiante : **code de santé publique (CSP)** annexe 13-9 du Décret n° 2011- 629 du 3 juin 2011

- **Liste A** : flocage – calorifugeage – Faux-plafonds
- **Liste B** : Composants des parois verticales intérieures – conduits canalisations et équipements intérieurs – planchers - plafonds
- **Liste C** : **Tous les autres matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

Un risque sournois

L'amiante on ne le sent pas on ne l'entend pas on ne le voit pas !

Une seule fibrille même pour une exposition faible peut provoquer une pathologie

Toutes les interventions en présence de matériaux amianté (MCA), sont dangereux

Tous les travaux sur des MCA doivent être réalisés par des intervenants qualifiés et formés

VLEP valeur limite d'exposition professionnelle : 10 fibres / litre d'air sur 8 h de travail **méthode META** mesures par microscopie électronique

Une caractéristique importante de la réglementation française est de ne pas comporter de seuil. Un produit est amianté dès que la présence de fibre d'amiante peut y être détectée (d'autres pays considèrent qu'un produit n'est amianté que s'il présente moins d'un certain pourcentage d'amiante)

C'est un facteur essentiel au moment de la connaissance des maladies

Les Risques sont largement connus

L'exposition à l'amiante peut provoquer des pathologies qui peuvent se déclarer 40 après la fin de l'exposition (*période de latence*)

Des maladies bénignes :

- Plaques pleurales
- Epaissements pleuraux
- Asbestoses
- Pleurésies



Des cancers maladies malignes :

- **Bronco pulmonaires – mésothéliomes**
- **Larynx – ovaires** (mais aussi colon et colorectal)

Ces maladies sont inscrites dans les tableaux de la sécurité sociale ce qui facilite la présomption d'origine et le caractère professionnel de la maladie.
(toutefois les maladies hors tableau peuvent aussi être reconnues)

Il Faut le savoir

Selon les scientifiques il faudrait 100 années pour qu'une fibre (fibrille) se détruise.

Lorsque l'amiante s'est incrusté dans le corps, elle n'en sort plus. Les victimes sont sous le risque d'aggravation (s)

Fort heureusement ce n'est pas systématique

...

2. LA REGLEMENTATION

Les conséquences de l'utilisation intempestives de l'amiante ont conduit à la mise en place d'une législation abondante

*Les diagnostiqueurs déterminent la suite des travaux en fonction de la liste (ABC) et du niveau de dégradation : N1 bon état de conservation – N2 intermédiaire - N3 matériau dégradé. Chaque niveau détermine des directives différentes

La problématique de l'amiante se décline en 4 phases chronologiques. Chaque phase (ou étape) est porteuse de risque et fait l'objet de règlements précis

Le Repérage	CSP codes santé publique Articles R1334-20 à 22 Décret 3 juin 2011 (voir page 3 listes A -B-C) Dossier technique amiante (DTA)	Une phase importante et obligatoire pour la gestion du risque (santé publique – contamination et environnement). Obligatoire pour les diagnostiqueurs certifiés qui se base : - sur la liste A-B- C – sur le type d'immeuble * - Du niveau de conservation du bâtiment
Le Transport	Soumis au Règlement ADR accord européen relatif au transport international sur le transport des marchandises dangereuses. Les déchets contenant de l'amiante sont classés comme marchandises de classe 9 par le règlement ADR	Tous les déchets amiantés doivent être étiquetés et conditionnés pour éviter l'envol de fibres
Les Travaux	CT code du travail : R.1334-14 à R.1334-29 Deux réglementations en fonction des travaux : SS3 sous- section 3 (liste A) SS4 sous- section 4 (liste) Décret 2011-629 VLEP	Tous les travaux doivent être effectués par une entreprise certifiée, et des salariés formés Pour les particuliers voir page 8
Le Traitement des déchets	Annexe II du Code de l'environnement R541-8	Les déchets sont classés sous les codes : .15-02-02 : matériaux filtrants .17-06-01 :matériaux d'isolation amiante .17-06-05 :matériaux de construction contenant de l'amiante

*Les diagnostiqueurs déterminent le repérage et les conditions des travaux en fonction de la liste ABC dans laquelle figure le matériau et de l'état de conservation : N1 état de conservation satisfaisant – N2 état de conservation intermédiaire – N3 matériau dégradé , chaque niveau de dégradation donne lieu à des prescriptions différentes

3. LES DECHETS

Que faut-il entendre par :

Déchets ? : Toutes substances, tout objet ou plus généralement **tout bien dont le détenteur se défait ou dont l'intention ou l'obligation de se défaire** (article 541-1 du code de l'environnement)

Prévention ? : Toute mesures de protection prise avant qu'une substance , une matière, un produit ne devienne un déchet

Le détenteur des déchets ? Le producteur des déchets ou toute personnes autre qui se trouve en possession de déchets

Responsabilité

Tout détenteur de déchets :

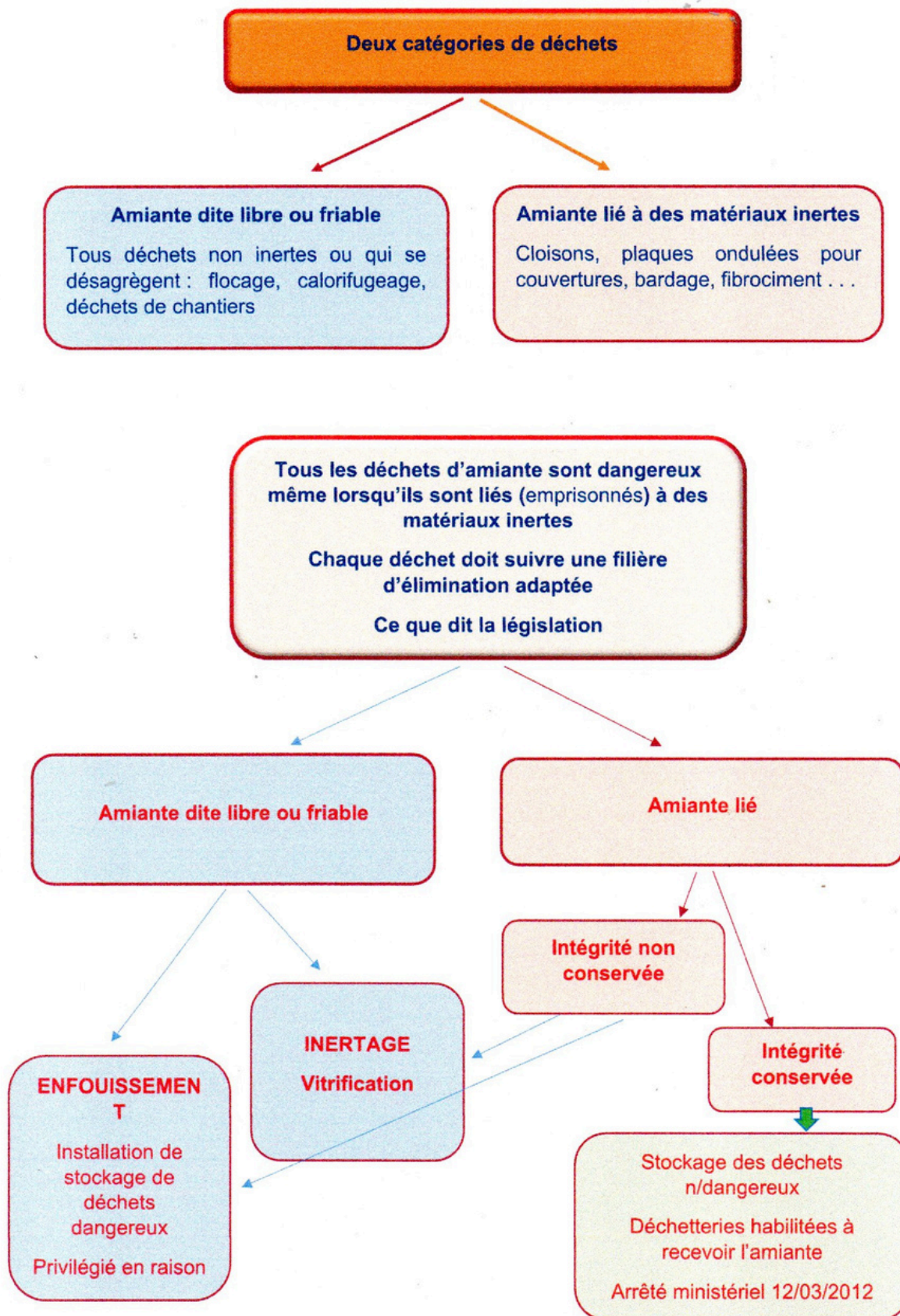
- Est tenu d'en assurer ou d'en faire assure la gestion
- Est responsable de la gestion de ces déchets, jusqu'à l'élimination ou la valorisation finale (même si le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers)
- Tout détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet, est autorisée à les prendre en charge

Quelques définitions à connaître du code de l'environnement CSP L541-1-1

- **Collecte des déchets** : toute activité participant à l'organisation de la prise en charge des déchets **depuis la production jusqu'au traitement final**
- **Traitement** : toute opération de valorisation ou d'élimination des déchets, y compris la préparation qui précède la valorisation des déchets
- **Valorisation** ; toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou production

Tous les travaux sur des matériaux MCA sont dangereux

IL est interdit de réutiliser ou de recycler les matériaux contenant de l'amiante



Précisions :

Les déchets d'amiante liés à des déchets inertes ayant conservé leur intégrité, en application de la loi de la Cour de justice de l'UE du 01/12/2011 *arrêté ministériel du 12 mars 2012*, **peuvent être déposés dans des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)**

Sont également acceptés en ISDND, des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substances dangereuses autre que l'amiante. *Arrêté ministériel du 15 février 2016 – J.O du 16 mars 2016*

Les déchets d'amiante libre susceptibles de libérer des fibres d'amiante du seul fait du vieillissement (*calorifugeage – flocage – faux plafonds*) (*déchets de chantiers – système de ventilations. . .*) doivent être dirigés vers une installation ISDD ou vers l'inertage

5. Tous Concernés

Rappel : Tous les travaux sur des MCA doivent être réalisés par des intervenants qualifiés et formés : plombiers – électriciens – maçons – couvreurs . . . par une entreprise certifiée

Professionnels

Traçabilité

La traçabilité des déchets amiante doit être assurée jusqu'au centre d'élimination *article R541-5 du Code de l'Environnement*

A cet effet les entrepreneurs doivent rédiger un bordereau suivi des déchets amiante (*Cerfa n°11861*3*).

Le BSDA est signé par le maître d'ouvrage ou le détenteur des déchets, il est ensuite rempli par l'ensemble des acteurs du circuit de traitement des déchets. Le BSDA accompagne le déchet amiante depuis l'émetteur jusqu'à sa destination finale : ISDD enfouissement ou inertage

Particuliers

Si vous êtes à l'initiative des travaux vous êtes responsables pénalement en cas de manquement :

- aux principes de prévention – au choix des intervenants
- aux codes santé publique et Environnement

Si vous choisissez d'effectuer vous-même des petits travaux, pensez à protéger vos proches. Les fibrilles se déposent sur les sols- les murs- les meubles ou les vêtements

Il n'y a pas de BSD pour les particuliers, avant de commencer des travaux des travaux sur des matériaux amiantés il est impératif de se renseigner quelle déchetterie de proximité est habilitée à recevoir l'amiante

6. Les dépôts sauvages

Sont sévèrement condamnés

L'inégalité et la faiblesse du tissu des déchetteries sur les territoires, ne peuvent être une excuse. Les dépôts sauvages sont sévèrement combattus. En plus des risques sanitaires et environnementaux, ils représentent une lourde charge pour le budget des municipalités qui ont la charge de les retirer

Sanctions administratives

Article 1543-3 code de l'environnement

.L'autorité policière :avise le producteur ou le détenteur des déchets

. Dans un délai d'un mois, l'autorité peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de la réglementation

. Au terme de cette période l'autorité compétente peut : *consigner entre auprès d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux à réaliser*

.faire assurer d'office l'exécution des travaux nécessaires '

Pour les entreprises :

.Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages

.Ordonner le versement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 €

. Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 150 000 €



Sanctions Pénales

Art L173-1 code de l'environnement

« le fait d'exploiter une installation sans disposer des autorisations requises est puni d'un d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende »

Art L541-46 code de l'environnement

« est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende du fait de :

. abandonner, déposer ou faire déposer des déchets dans des conditions contraires aux dispositions du présent chapitre des déchets

. 5°, effectuer la collecte, le transport ou des opérations de courtage ou négoce (application L541-8)

. 6°, Remettre ou faire remettre des déchets à toute autre personne que l'exploitant d'une installation agréée (art L541-22)

7°, gérer des déchets au sens de l'Art L541-1-1-1 si avoir l'agrément

8°, gérer des déchets, sans satisfaire les prescriptions, les caractéristiques et les conditions techniques et financières, les quantités selon les articles : L541-2-1 L541-7-2, L541 21-1 et L541-31

9°, méconnaître les prescriptions des articles L541-30-1 et L541-31

6.La CAVAM et ses Associations

Veulent débarrasser notre pays du poison

Cela fait 27 ans que l'amiante, est considéré comme un fléau sanitaire, économique environnemental et social.

Depuis 2016 année de sa création, la Cavam coordination nationale des associations défense des victimes de l'amiante et des maladies dues au travail ne se contente pas de constater et d'additionner les victimes.

Avec ses 21 associations adhérentes, elle propose la création d'un PPEA pole public de l'éradication de l'amiante *page 15-16*

Projet qu'elle porte jusqu'aux instances : députés et sénateurs nationaux, ministères de la santé – de l'environnement et du travail ou encore la commission amiante de l'Assemblée nationale.

Le projet est relayé localement par les associations auprès de leurs élus locaux.

Le PLFSS est aussi l'occasion d'apporter les requêtes que les associations jugent prioritaires .

Indépendamment de la conjoncture et du visage politique du moment, comme chaque année des propositions sous la forme de fiches de requêtes ont été soumises dans le cadre du PLSS 2024 :

- A. Sur les problèmes récurrents concernant la réparation et la gestion des dossiers de victimes
- B. Nos propositions sur l'utilisation de l'amiante, tet l'utilisation de l'amiante qui font l'objet de ce document :

Fiche B1 : traitement des déchets contenant de l'amiante – Généralités : pages 11-12

Fiche B2 : traitement des déchets contenant de l'amiante par les particuliers : pages 13-14

Fiches B3 : création d'un Pôle Public de l'Eradication de l'amiante (PPEA) :pages 15-16

Jusqu'à quand ?





Coordination des Associations
Victimes de l'Amiante et
des Maladies dues au Travail

Traitement des déchets contenant de l'amiante : Généralités

Définition du problème :

Tous les déchets amiante sont des déchets dangereux. Ils sont classés (Code de Santé Publique annexe II au décret 2011 -629 du 3 juin 2011) en trois listes A – B et C. En fonction de leur inscription sur l'une de ces listes, les travaux réalisés sont définis et organisés en deux sections SS3 ou SS4. Le choix de la section par le donneur d'ordre impose à l'entreprise désignée pour intervenir, des règles de prévention et une filière d'élimination des déchets.

La législation en vigueur propose deux filières d'élimination des déchets :

- La vitrification par le biais de la torche à plasma : usine INERTAM (société EUROPLASMA) à Arjuzanx (40110) dans les Landes.
- L'élimination en installation de stockage (enfouissement) classée sous la responsabilité et la compétence de l'état.

Argumentation :

Depuis l'interdiction de l'utilisation de l'amiante (janvier 1997), toutes les statistiques, sont alarmantes.

- 81% des cancers professionnels sont imputables à l'amiante (source CNAMTS).
- Rapport de l'INVS (devenu Santé Publique France) qui pronostique 100 000 décès d'ici l'horizon 2050.
- Rapport et conclusions du comité amiante du Sénat (juillet 2014), et colloque du 13 avril 2015 sur l'amiante.

Les phases du traitement de l'amiante : repérage (considéré comme le maillon faible dans le rapport sénatorial de juillet 2014)) – travaux – transports – élimination, sont autant d'étapes à risques.

En bout de chaîne, l'élimination et le traitement des déchets sont des points essentiels qui concernent : les professionnels, les particuliers, l'environnement, et qui impactent les générations futures

Le stockage par enfouissement est essentiellement privilégié :

- D'une part en raison de son coût,
- Et d'autre part en raison des insuffisances de solutions alternatives



Mais nous en connaissons les limites, et les risques que cela représente pour les générations futures.

Il convient de préciser, que la législation européenne s'est officiellement opposée à l'enfouissement, et demande aux états membres d'abandonner cette méthode de traitement des déchets amiantés :

- Résolution du parlement européen du 24 mars 2013 « *l'élimination des déchets d'amiante dans les décharges n'apparaîtraient pas comme le système le plus sûr . . .* »
- Invitation à promouvoir la création de centres de traitement et d'inertage des déchets contenant de l'amiante . . . *en prévoyant l'arrêt progressif de l'élimination de ces déchets dans les décharges* »
- Le rapport du 18/02/2015 du C.E.S.E (Comité Economique Social Européen) « *le Comité invite à promouvoir la recherche et l'innovation de sorte à trouver les technologies durables pour le traitement et l'inertage des déchets contenant de l'amiante.... L'éradication complète de tout l'amiante encore présent. . . doit être un objectif prioritaire de l'UE*

La seule alternative connue et opérationnelle à ce jour, qui neutralise définitivement l'amiante et permet la valorisation des déchets, est l'inertage par vitrification à l'aide de la torche à plasma de l'usine INERTAM (société EUROPLASMA) d'Arjuzanx la Nouvelle

Enoncé de la proposition

Nous demandons une déprogrammation progressive de l'enfouissement afin qu'il ne soit pas systématiquement privilégié, et tienne compte des possibilités locales offertes.

Nous demandons également que les études en cours concernant d'autres procédés d'inertage soient poursuivies.

Particulièrement celles bien avancées qui détruisent définitivement le poison amiante qui sont validées par l'ADEME :

- La destruction de l'amiante par trempage du déchet amianté dans un bain d'acide sur le site de Bergerac portée par la Sté SOMEZ
- Le projet de la Sté VALAME, autre procédé d'attaque chimique, qui souhaite implanter une usine de forte capacité de traitement des déchets dans la région Paca

Par ailleurs : la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 48) apporte un certain nombre de dispositions concernant l'amiante.

Un nouvel article L.541-30-1 du code de l'environnement impose de rendre publique par le ministère chargé de l'environnement, la liste des installations de stockage de déchets pouvant recevoir des déchets amiantés. **Aucun texte réglementaire n'est semble-t-il prévu pour la mise en œuvre de ses dispositions.**

Localisation de l'action : Loi de financement de la sécurité sociale

- Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie



Coordination des Associations
Victimes de l'Amiante et
des Maladies dues au Travail

Traitement des déchets contenant de l'amiante Par les particuliers – Lutte contre les dépôts sauvages

Définition du problème

L'amiante a été largement utilisé jusqu'à son interdiction du premier janvier 1997. Sa dangerosité reconnue a conduit à son interdiction,

Mais 27 ans plus tard, l'amiante en place demeure. L'ADEME évalue à 20 millions de tonnes encore présent sur notre territoire. C'est un risque pour tous, les intervenants sur les produits amiantés, les populations, l'environnement.

Des directives en direction des préfets de département ont été émises.

La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 48) apporte un certain nombre de dispositions concernant l'amiante. En particulier la création d'un nouvel article du code de santé publique **L.1334-16-2 qui a pour objet de faire cesser les expositions à des fibres d'amiante disséminées dans l'environnement.**

Argumentation :

Plusieurs exemples de dissémination de fibres d'amiante dans l'environnement sont régulièrement dénoncés. Les causes peuvent être notamment :

- L'intervention illégale de professionnels
- L'intervention de particuliers à leur domicile sur des matériaux amiantés
- **La mauvaise gestion des déchets.**

Si les professionnels peuvent s'appuyer sur la législation, les particuliers ne disposent d'aucune directives précises, ni de moyens adaptés à leurs besoins

Devant des situations de pollutions reconnues, le préfet du département peut intervenir et fixer les mesures adaptées, et mettre en œuvre des mises en demeure pour faire cesser les risques de pollution.

Si ces mesures peuvent être considérées comme un pas en avant dans la protection des populations, le problème de fond reste entier pour les particuliers :

- La répartition des déchetteries acceptant les déchets amiantés dans des conditions réglementaires est très inégale selon les régions
- L'information donnée aux particuliers sur les moyens de se débarrasser en toute sécurité des matériaux amiantés, et les précautions à prendre, sont trop souvent absentes ou méconnues
- Ces insuffisances récurrentes engendrent pour les déchets amiantés, la solution de facilité et la multiplication des dépôts sauvages.

Si les particuliers n'ont pas à leur disposition des déchetteries de proximité qui acceptent les déchets amiante, et l'amiante-ciment, tous ceux qui auront des travaux à réaliser, et confrontés à la présence de ces matériaux seront tentés de déposer leurs déchets dans la nature.

Enoncé de la proposition

Pour éviter les mises en « décharges sauvages », ou la constitution de stockages dans de mauvaises conditions de sécurité. Il est impératif :

- D'améliorer l'accessibilité et le nombre de sites qui acceptent les différentes formes de déchets amiantés bien conditionnés
- D'intensifier l'information des populations en mairie (comme cela est prévu), par tous les moyens de communication
- Développer des prestations de service au niveau départemental, et inciter la réalisation des travaux ou intervention sur des locaux par des professionnels, à des prix raisonnables et accessibles
- Organiser des collectes de ramassage d'amiante gratuits (comme cela se réalise déjà dans certaines communes)
- Favoriser la planification des procédures dans le cadre des plans régionaux (PRSE plan régional santé environnement - PRST plan régional santé travail) (PTGD gestion des déchets)

Nous demandons que les municipalités soient placées devant l'obligation :

- D'informer leurs administrés des moyens de proximité pour le traitement des déchets amiantés
- De mettre en œuvre des moyens de collecte de ces déchets

Nous demandons que les départements et les régions, participent et aident financièrement les communes et les communautés : à la mise en œuvre et à l'exécution des obligations ci-dessus

Localisation de l'action :

- **PLFSS 2024**
- Ministère de la santé
- Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
- Ministère du Travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
- Ministère de l'intérieur



Coordination des Associations
Victimes de l'Amiante et
des Maladies dues au Travail

Création d'un Pôle Public de l'Eradication de l'Amiante (PPEA) en France

Définition du problème

L'amiante est un problème reconnu de santé publique.

Rappel : Aujourd'hui en France, Plus de 27 ans après l'interdiction du premier janvier 1997, pas moins de 20 millions de tonnes du poison subsistent.

Ce qui représente

- Entre 50 et 80 kg » d'amiante par habitant
- 90 % des logements construits avant 1997 contiennent de l'amiante. 15 millions de logements sont concernés (dont 3 millions de HLM).

Cette amiante en place qui se dégrade et qui n'échappe pas au vieillissement représente un danger avec des conséquences sans appel :

- Selon l'InVS (devenue Santé Publique France) 100 000 décès seront imputables à l'amiante d'ici 2050.

Pour résister à ce fléau sans fin, une prise en compte collective s'impose. Tous les acteurs sont concernés : les politiques, les industriels, les employeurs, les médecins, les scientifiques, les associations de défense des victimes

Argumentation :

Malgré une législation conséquente mais très complexe, la problématique de l'amiante n'est pas réglée, et perdure d'année en année. Les différentes étapes à risque (repérage – travaux – transport – élimination) sont abordées et traitées indépendamment, ce qui n'apporte pas la réponse globale attendue et souhaitée. C'est-à-dire la protection des populations, des générations futures et de l'environnement.

Seule une organisation collective permettant l'élimination, la destruction et la neutralisation du responsable de milliers de morts, pourra prétendre apporter une solution définitive.

Enoncé de la proposition

Pour permettre de dépasser un constat récurrent, nous proposons la création d'un pôle public de l'éradication de l'amiante en France qui rassemblerait les acteurs publics et privés

Un projet qui s'inscrit dans une vision sociétale globale :

- D'un développement : économique – écologique - respectueux de la planète Porteur de croissance et de création d'emplois
- Indépendant juridiquement
- Qui échappe aux seuls critères de rentabilité.
- Garant de l'avenir en santé publique des générations futures

16

Financement :

Le PPEA est un concept qui s'inscrit dans l'optique plus générale d'une société qui se construit pour et par la réponse aux besoins humains et d'une croissance durable respectueuse de l'environnement : Nous proposons :

- L'implication des institutions financières qui se voient confiées par la loi les missions d'intérêt général : *la banque de France, la caisse de dépôts et consignation, la banque postale*
- La proposition financière significative des entreprises qui ont fait profit de l'amiante
- La création d'un pôle public financier chargé d'attribuer les ressources bancaires

Le groupe de travail de la CAVAM a rencontré le Comité Amiante de l'Assemblée nationale qui a reçu avec intérêt la présentation de ce projet

De nombreux parlementaires ont relayé ce projet

Localisation de l'action :

Nous demandons que l'étude et l'ouverture de ce projet novateur soit

- Inscrit dans le prochain PLFSS 2024
- Que le groupe de travail amiante de l'Assemblée nationale soit directement impliqué
- Que la CAVAM soit informée régulièrement de l'avancée de la mise en œuvre

Nota :

Cette FICHE B3 s'inscrit dans la continuité des FICHES B1 et B2 :

La prise en compte et la concrétisation des requêtes que portent ces deux FICHES :

- Traitement des déchets contenant de l'amiante (Fiche B1)
- Traitement des déchets contenant de l'amiante par particuliers – lutte contre les dépôts sauvages (Fiche B2),

Menées parallèlement, sont des facteurs indispensables à la montée en charge d'un PPEA (pôle public de l'éradication de l'amiante)

Obligations des propriétaires

CSP Code de santé publique	Maisons Individuelles <i>R-1334-15</i>	Immeubles collectifs		
Obligations Générales	Pas d'obligation de repérage. Faire effectuer des mesures d'empoussièrément après travaux par un laboratoire agréé	Parties Privatives <i>R-1334-16</i> Faire réaliser un repérage de la liste A (R-1334-20) - constituer et tenir à jour le « Dossier Amiante Parties Privative » (DA-PP) - faire effectuer des mesures empoussièrément après travaux (dans certains cas)	Parties Communes <i>R-1334-17</i> Faire réaliser un repérage de la liste A et B (R-1334-21) - constituer et tenir à jour « le Dossier Technique Amiante » (DTA) - faire effectuer des mesures d'empoussièrément (dans certains cas)	Autres immeubles <i>R-1334-18</i> Idem à parties communes
Obligations en cas de vente	- Fournir un état de présence d'amiante, élaboré sur la base d'un repérage des matériaux des liste A et B (R-1334- 20 et 21) - Constitution de la fiche récapitulative du DTA			
Obligation en cas de démolition	Faire réaliser un repérage de tous les matériaux de la liste C			

Pour Information :

Un dossier technique amiante (DTA) doit être constitué par le propriétaire ou le syndicat des propriétaires. Le DTA concerne les parties communes des immeubles collectifs d'habitation et les immeubles bâtis qui ne sont pas des habitations (écoles – bureaux...). Il doit comprendre :

- le rapport de repérage des matériaux de la liste A et de la liste B ;
- la date, nature, localisation, et résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrément ;
- les recommandations générales de sécurité ;
- une fiche récapitulative des informations minimales.

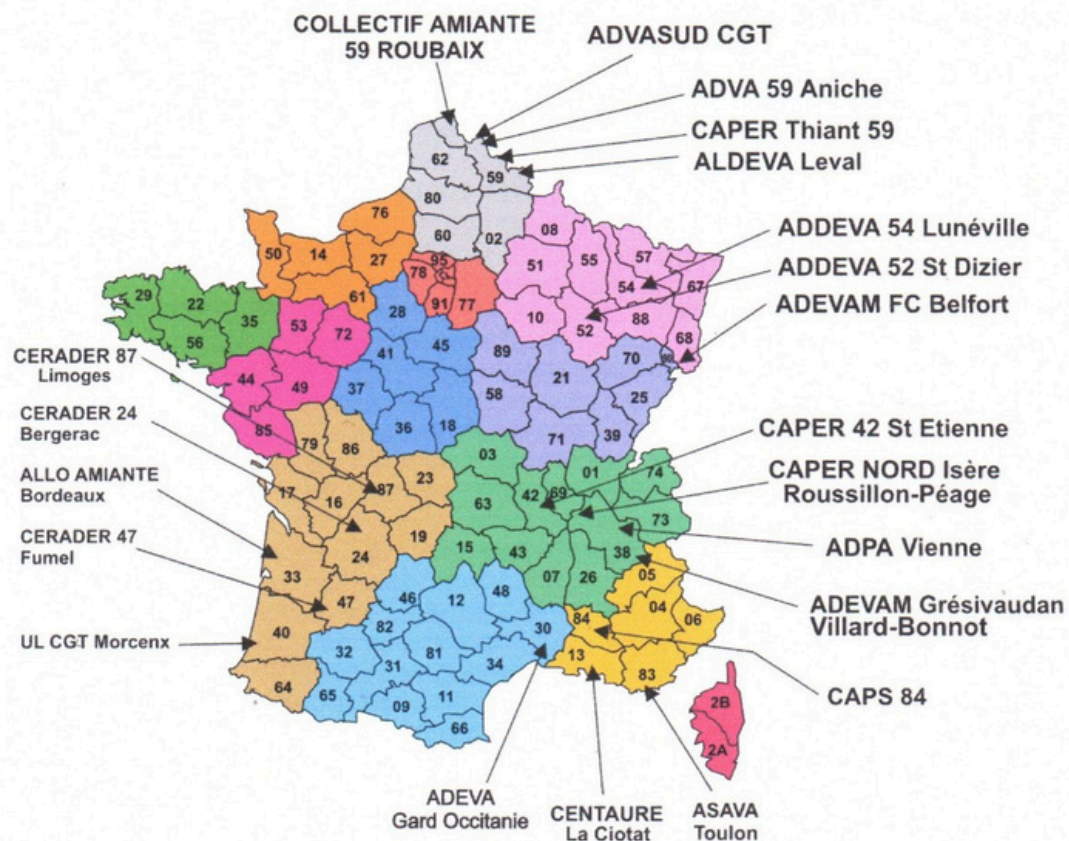
Un dossier amiante partie privative (DA-PP), doit être constitué par chaque propriétaire en copropriété :

Un dossier par logement doit être mis à disposition du locataire

Le DTA est un enjeu de prévention qui permet aux entreprises, appelées à intervenir pour travaux, de savoir si elles peuvent être confrontées au risque amiante. L'arrêté du 21 décembre 2012 en fixe les modalités.



Les ASSOCIATIONS de la CAVAM



Coordination des Associations
Victimes de l'Amiante et
des Maladies dues au Travail

siège : 4 rue des ouches Puymoyen - Tél 06 75 83 79 78

Blog : www.amiantemaladieprofessionnelle.com